La France a-t-elle abdiqué toute volonté d'influence auprès du Vatican ?

Publié le 7 novembre 2009
4 minutes

Sauf avis contraire, les articles, coupures de presse, communiqués ou conférences qui n'émanent pas des membres de la FSSPX ne peuvent être considérés comme reflétant la position officielle de la Fraternité Saint-Pie X

Le Monde du 7 novembre 2009

La France a-t-elle abdiqué toute volonté d'influence auprès du Vatican ? L'Eglise de France est-elle en train de perdre du terrain auprès de la curie romaine ? Telles sont les questions posées par un rapport du groupe parlementaire d'études sur les relations avec le Saint-Siège, publié le 2 novembre, à la suite d'une mission effectuée à Rome en septembre.
« *En dépit de liens étroits avec le Saint-Siège, il est indéniable que l'influence de la France décline pour de multiples raisons et que persistent des points de divergence* », souligne le groupe présidé par le député UMP **Jacques Remiller**.
Ainsi, l**a vacance au poste d'ambassadeur de France auprès du Saint-Siège**, qui a duré plusieurs mois entre 2007 et 2008 – en partie à cause du refus par le Vatican d'un candidat proposé par Paris -, ajoutée à la diminution des effectifs et des moyens affectés à cette ambassade, ont été interprétées comme de « *mauvais signaux* » par le Vatican, assurent les députés français. Déjà, en 2004, le refus de la France de faire référence aux « *racines chrétiennes de l'Europe* » dans le préambule de la Constitution européenne avait suscité « *l'incompréhension* » du Vatican, rappellent les parlementaires.
Sur un tout autre plan, ils constatent aussi que la curie romaine, marquée par une forte présence des prélats italiens, ne compte plus que deux cardinaux français, **Mgr Mamberti** « *ministre des affaires étrangères* », et **Mgr Tauran**, responsable du dialogue interreligieux, notamment en charge de l'islam. Contrairement à la situation qui prévalait sous le pontificat de Jean Paul II, au cours duquel deux cardinaux français, **Mgr Etchegaray et Mgr Poupard,** ont été proches du pape, « *il n'y a pas d'éminence grise française dans l'entourage de* ***Benoît XVI*** », constate aujourd'hui M. Remiller.
« L'absence de tout Français dans les promotions de l'Ecole des nonces entraînera à terme la disparition des voix françaises dans la diplomatie vaticane », regrettent aussi les députés. Ils s'inquiètent au passage du recul de la langue française au Vatican.

SIGNES « POSITIFS »

Pour M. Remiller, **la perte d'influence de l'Eglise de France à Rome s'est notamment manifestée lors de la levée de l'excommunication des évêques lefebvristes en janvier**.
L'épiscopat français, pourtant concerné au premier chef du fait d'une forte présence de fidèles intégristes en France, ayant été mis devant le fait accompli. Déjà, en 2007, le motu proprio signé par Benoît XVI pour libéraliser la messe en latin avait été publié en dépit des réticences de certains évêques français
.La mission parlementaire se fait aussi l'écho **de l'inquiétude romaine face à la crise des voca-**

tions, particulièrement sensible en France. « *Le Saint-Siège s'interroge non seulement sur la vitalité actuelle des communautés catholiques, mais aussi sur l'avenir du service pastoral dans notre pays, le faible nombre d'ordinations [une centaine par an] se conjuguant à un âge moyen du clergé très élevé.* » La moyenne s'établit aujourd'hui à 58 ans pour les 7 500 prêtres en activité, à 73 ans pour l'ensemble des 15 000 prêtres français. [NDLR : voir à ce sujet cet article]

Dans ce contexte, et malgré des divergences de fond sur « *le travail du dimanche, la bioéthique ou l'immigration clandestine* », les députés catholiques relèvent néanmoins des signes « positifs » : le nombre de béatifications et de canonisations de Français ces dernières années ; le discours, apprécié, du président de la République sur la laïcité positive au Latran en décembre 2007 ; le voyage de Benoît XVI à Paris et à Lourdes en septembre 2008, ou encore les égards réservés au premier ministre François Fillon, reçu en audience privée par Benoît XVI, lors de sa visite au Vatican, en octobre.

Le rapport souligne aussi que sur les grandes crises internationales (Irak, Proche-Orient, conflit en Géorgie), la France et le Saint-Siège ont souvent des « *positions proches* ».

Au passage, les députés soulignent « *le manque de gouvernance* » au Vatican : « *Benoît XVI a certes procédé à quelques nominations, mais l'équipe qui entourait Jean-Paul II a vieilli et n'est sans doute plus en phase avec les réalités. Il n'y a pas eu de changements dans l'organisation de la curie romaine. La communication du Saint-Siège souffre d'un déficit d'organisation et de moyens.* »

Stéphanie Le Bars, in Le Monde du 7 novembre 20096